

Schéma Directeur Immobilier : Information-consultation sur le projet du site d'Ermont

La Direction constate que le site d'Ermont souffre d'un faible taux d'occupation. D'un point de vue opérationnel le projet consistera à optimiser l'espace en regroupant les équipes logées dans les bâtiments Bali et Cap vert sur un seul site en l'occurrence Cap Vert. Il est escompté une économie de loyer de 2 millions d'euros, l'objectif annoncé étant d'achever cette opération avant la fin de bail du bâtiment Bali expirant au 1er juillet 2025. Dans ses grandes lignes cela se matérialisera par :

- Le passage de l'intégralité des postes de travail en Flex office
- La transformation du restaurant d'entreprise en RIE accessible aux collaborateurs du site

Il conviendra à nos yeux d'accompagner au mieux les 356 collaborateurs internes et externes qui seront impactés par cette opération. Il sera également primordial de s'assurer de la pérennité dans le temps du RIE dont la gestion sera laissée au bailleur. L'analyse récente des données chiffrées en commission restauration ont mis en relief un problème de sous-fréquentation et de rentabilité de cette structure.

D'un point de vue global nous déplorons que les directions métiers dans le cadre des déménagements opérés par le passé n'aient pas souhaité aller sur Ermont cela aurait pérennisé la présence historique de COVEA sur les 2 bâtiments, car une vraie attache locale des salariés existe.

Nous ne pouvons-nous empêcher de faire le lien avec la récente fermeture du CCC GMF d'Ermont qui constitue selon nous un véritable gâchis.

Au-delà des considérations purement matérielles et immobilières, les élus UNSa constants en la matière considèrent qu'avec le passage en Net, les salariés concernés entrent dans une autre dimension : le Flex Office supprime de fait Les moments de présence, sur un même temps et un même lieu, de l'équipe complète.

Nous craignons toujours à long terme des répercussions sur la cohésion du groupe et l'isolement des salariés. Il conviendra dans tous les cas de rester vigilant sur les modes de fonctionnement en Flex Office et sur leurs impacts sociaux.

Au vu de ces éléments **les élus UNSa émettent un avis défavorable.**